



Diagnostic des dispositifs d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral de la région de l'Ouest-Cameroun

**Martial Melachio Nguedia, Guillaume Hensel
Fongang Fouepe, Isaac Roger Tchouamo**

Département de Socio Economie Rurale et Vulgarisation
Agricole, Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles,
Université de Dschang-Cameroun. Contact :
mmelachio@gmail.com

Résumé

La problématique de l'accompagnement à l'insertion des jeunes en agriculture remet parfois en cause celle des dispositifs d'accompagnement, qui ont montré au fil des années quelques fragilités. C'est dans cette optique que la présente étude a pour objectif d'établir un diagnostic des dispositifs d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral de la région de l'Ouest Cameroun. Pour cela, l'étude s'est appuyée sur des enquêtes par questionnaires auprès de 61 responsables au sein de 44 structures d'accompagnement et de 150 jeunes bénéficiaires de l'accompagnement par ces dispositifs. Les résultats montrent qu'il existe une diversité de dispositifs qui se regroupent en trois principales catégories : le dispositif de formation-insertion, porté par les centres de formation, le dispositif de mise en réseau porté par les ONG, les structure et agences d'emplois et le dispositif d'appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation porté par les entreprises privées essentiellement. L'analyse évaluative s'est appuyée sur plusieurs éléments pour déterminer la fragilité des dispositifs, notamment 1) les duplications dans l'offre de service qui entraînent une forte polarisation sur les appuis financiers et matériels (77%) au détriment des autres services tous aussi importants ; 2) la forte présence du personnel des institutions de tutelle dans la mise en œuvre des dispositifs conduit à des doubles responsabilités limitant ainsi leur efficacité ; 3) le faible taux d'insertion (9,7 %) des jeunes bénéficiaires qui traduit l'inefficacité des dispositifs ; 4) les disparités observées sur les conditions d'accès aux dispositifs qui conduisent à une forte hétérogénéité des profils des bénéficiaires, ce qui complique la personnalisation ou l'harmonisation de l'accompagnement. Cette étude soulève la nécessité de reformer les dispositifs d'accompagnement et à repenser les stratégies pour garantir la pérennisation du processus d'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral camerounais.

Mots clés : agropastoralisme, diagnostic ; dispositif ; insertion socioprofessionnelle ; jeunes ; Ouest-Cameroun.

Introduction

L'emploi des jeunes en Afrique reste une préoccupation majeure. En 2010, c'est près de 17 millions de jeunes qui arrivaient sur le marché du travail ; en 2030, ils seront probablement 27 millions par an. Pendant les 15 prochaines années, ce seront plus 330 millions de jeunes qui seront en demande d'emploi, dont deux tiers issus du milieu rural (Losch et al., 2012). Au Cameroun, cette situation concerne particulièrement la jeunesse de 18 à 35 ans qui, selon l'Institut National de Statistique du Cameroun (INS), représente 36,28% de la population totale et fait face à une précarité de l'emploi avec un taux de chômage supérieur à 20% et à un niveau de sous-emploi encore plus élevé, car elle touche plus de 60 % de cette tranche de la population (INS, 2016).

Cette jeunesse désœuvrée constitue à bien des égards un immense potentiel pour renforcer l'économie nationale de manière générale et le secteur agropastoral en particulier (Sosale et Majgaard, 2016). L'insertion de ces jeunes en agriculture est aujourd'hui reconnue comme un enjeu majeur de développement dans de nombreux pays du Sud. Elle constitue un défi majeur pour le marché du travail, dans des contextes de croissance démographique forte et d'opportunités d'emploi insuffisantes dans les secteurs secondaires et tertiaires (Wampfler et Bergès, 2017).

L'une des pistes pour y remédier porte donc la plus forte implication des jeunes dans le développement du secteur agricole (FAO, 2014) à travers la création d'emplois et le développement de l'entrepreneuriat. Il en a résulté entre autres un élan nouveau favorable à la multiplication des politiques et programmes pour le renforcement des dispositifs d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur

agropastoral (FAO, CTA et IFAD, 2014). Selon Danhoegbe et al. (2023), ces politiques agissent à différents niveaux selon l'orientation du jeune, qu'il se dirige vers l'entrepreneuriat ou l'emploi salarié. Ils se déclinent en plusieurs programmes et projets tant dans l'accompagnement et le soutien à l'auto-emploi que dans des initiatives visant l'amélioration de l'employabilité de ces diplômés à travers des programmes de volontariat ou de pré-insertion.

Ces dispositifs sont donc un moyen pour faciliter l'accès des jeunes à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes (Coulibaly, 2021). Depuis plus d'une décennie, les dispositifs sont devenus un outil indispensable dans tout processus d'insertion socioprofessionnelle des jeunes en agriculture et en élevage (Fongang et al., 2015 ; Patat et al., 2018 ; Faysse et al., 2020).

En Afrique, les dispositifs d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes sont mis en œuvre par différents acteurs du pilotage et de la mise en œuvre des politiques et initiatives en faveur de l'insertion des jeunes. Ce sont des ministères dédiés à la jeunesse, à la formation, des services publics de l'emploi, des collectivités, des familles, des réseaux des jeunes ou des structures pouvant accompagner les jeunes dans la saisie des opportunités. Les services d'intermédiation entre l'offre et la demande sont incarnés par les agences et services publics de l'emploi (Barlet et d'Aiglepierre, 2016).

Au Cameroun, le manque d'informations et la multitude des mesures en faveur de l'insertion des jeunes dans le monde rural permettent de faire de la problématique de l'évaluation des dispositifs ou programmes agricoles une priorité nationale (Wamba et Kadjo, 2021). L'analyse des dispositifs d'insertion des jeunes dans la Menoua à l'Ouest-Cameroun a par exemple montré que l'apport de ceux-ci se

résumé à l'information, la formation, mais surtout au financement des projets des jeunes ou la recherche de financement (Fongang et al., 2015). Essentiellement financier, cet apport des dispositifs reste peu fiable car la somme d'argent remise au jeune ne lui permet pas de mener un projet viable. Pour Wampfler et Bergès (2017), ces dispositifs d'accompagnement à l'installation agricole et rurale se multiplient aujourd'hui rapidement, mais sont le plus souvent construits sur des soubassements de connaissance très étroits qui n'offrent qu'une réalité approximative ou partielle des réalités effectivement exprimées par les jeunes.

Bien qu'utiles dans la réduction du chômage chez les jeunes, les dispositifs à l'insertion des jeunes présentent des limites. Outre le caractère dirigiste de leurs stratégies qui ne prennent en compte qu'une proportion sélective des jeunes, ces dispositifs restent relativement fragiles et objet de forts enjeux de pérennisation financière et institutionnelle. De plus, les conditions d'éligibilité sont jugées parfois exigeantes par les jeunes, les montants alloués considérés, dans certains cas, comme insuffisants et les démarches administratives peuvent être longues et lourdes, etc. En droite ligne avec une situation d'inadéquation des dispositifs que révèle Bernard (2018) dans ces travaux, ici l'on parlera plutôt d'inadaptation qui résulte du fait que l'offre d'accompagnement est très souvent en déphasage avec les besoins réellement exprimés par les jeunes potentiels bénéficiaires.

Erceau et al. (2013) signalaient déjà le manque de réflexions menées sur les types de dispositifs susceptibles d'améliorer l'efficacité des processus d'insertion des jeunes africains dans les activités professionnelles agropastorales et de même que très peu ont été faites sur les dispositifs post formation, c'est-à-dire ceux qui devrait assurer la

transition entre la période de la formation et l'accompagnement à l'insertion. Il y a là un manque de connaissance qui mérite d'être comblé.

Toujours dans cette même logique, malgré l'importance accordée globalement à l'insertion en agriculture dans les pays émergents, les études caractérisant les différentes trajectoires de jeunes s'installant en agriculture restent rares (Faysse et al., 2020).

Pour cela, d'une part il serait important d'aboutir à une définition consensuelle de l'insertion socioprofessionnelle. Au-delà de la diversité des définitions proposées par des auteurs, l'orientation donnée dans le cadre de cette étude est celle d'un ensemble d'actions réunies autour du processus d'accompagnement des personnes pour l'occupation ou la création d'un emploi adapté et adéquat susceptible d'améliorer durablement les conditions socioéconomiques et culturelles de la personne concernée.

D'autre part, pour l'amélioration de ces dispositifs, Faysse et al. (2015) pensent qu'il serait important de mieux structurer les dispositifs institutionnalisés d'accompagnement à l'insertion socioéconomique des jeunes. Barlet et D'Aiglepiere (2016) préconisent une orientation plus forte des politiques de formation vers l'insertion, en associant les jeunes à la conception et au pilotage des interventions. Les États devraient développer davantage une approche participative consensuelle impliquant les jeunes et tous les autres acteurs de l'écosystème de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle dans l'élaboration des stratégies nationales d'insertion des jeunes afin d'inscrire en cohérence les actions et entrées existantes. Mais pour s'assurer que les compétences des jeunes agriculteurs actuels répondent aux besoins d'un secteur

agropastoral en pleine évolution, Paisley (2012), Besson (2012) et Balzani et al. (2008) pensent à la mise en place de dispositifs qui permettent une collaboration étroite entre les institutions éducatives et les communautés agropastorales locales existantes. Le Cameroun s'inscrit résolument dans cette logique à travers le programme PCP-AFOP¹ mis en œuvre depuis 2008 (Takamgang et Lhoste, 2022).

La mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion des jeunes dans les activités agropastorales doit donc prendre en compte tous les paramètres contextuels de la zone concernée (Patat et al., 2018). C'est partant de cette situation de fragilité et d'une inadaptabilité décrite plus haut que cette étude se propose d'effectuer un diagnostic des dispositifs existants d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes agropasteurs de la région de l'Ouest Cameroun. Il sera donc question 1) d'identifier et de caractériser les dispositifs existants, et 2) d'effectuer une analyse évaluative de l'efficacité de ceux-ci dans le processus d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle de jeunes dans le secteur agropastoral. Ceci permettra de déboucher sur des propositions alternatives pour la mise en place de dispositifs d'accompagnement plus durables.

Méthodologie

L'analyse des dispositifs d'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle des jeunes

dans le secteur agropastoral à l'Ouest-Cameroun s'est basée sur un cadrage méthodologique qui s'organise en trois étapes : d'abord l'exploitation documentaire pour obtenir les données de source secondaire relatives à la thématique ; une collecte de données de sources primaires auprès des responsables des structures d'accompagnement d'une part et des jeunes d'autre part ; et enfin le traitement et l'analyse de l'ensemble des données collectées en mobilisant les approches méthodologiques mixtes (quantitatives et qualitatives) et celles participatives. L'Ouest-Cameroun (zone d'étude) où se concentre l'essentiel des territoires ruraux concernés par l'étude est marquée de particularités physiques et humaines favorables à cette étude. Il s'agit d'une zone où les dynamiques agricoles y sont plus marquées. Les personnes âgées de 15 à 35 ans en 2015 représentaient 576 907 soit 30,02 % de la population totale de la région (INS, 2016).

Présentation de la zone d'étude

La région est composée de 40 arrondissements/communes répartis dans huit départements : la Menoua, les Bamoutos, le Noun, la Mifi, le Haut-Kam, le Ndé, le Koung-khi et les Hauts Plateaux et elle couvre une superficie d'environ 13 892 km² soit 3 % de la superficie du territoire national (Ngoufo, 2014).

¹ Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle

dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches

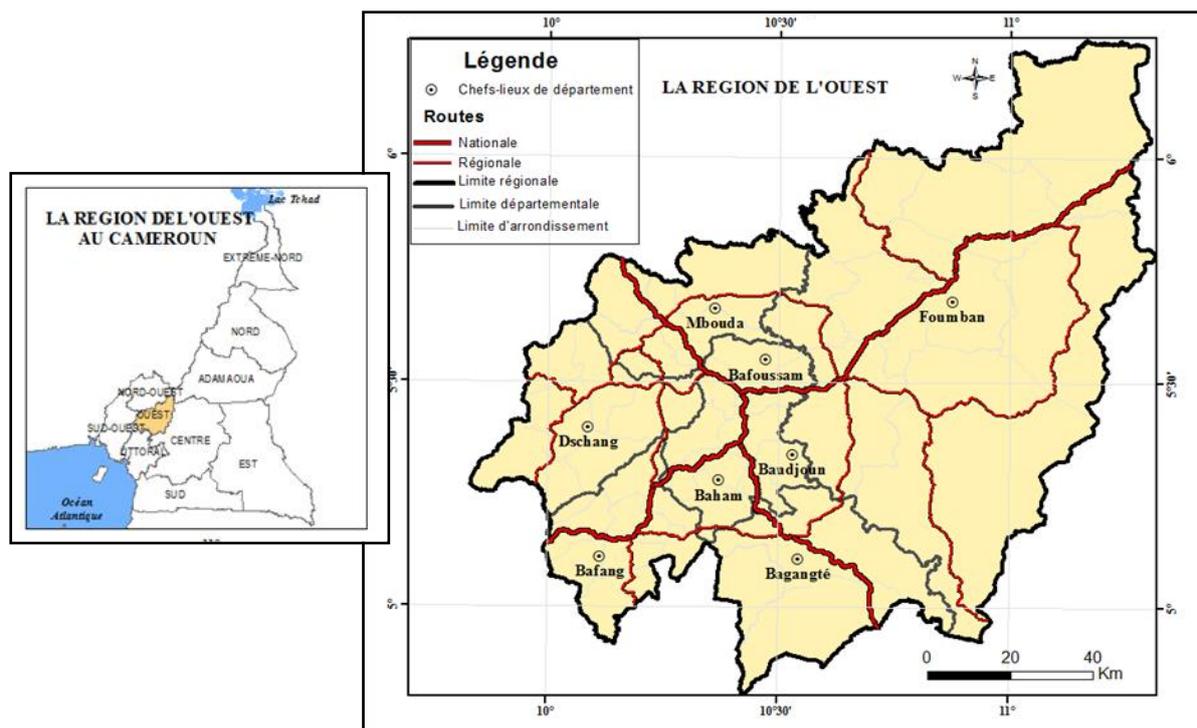


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Collecte de données

Les données de sources secondaires ont été obtenues à travers l'exploitation des articles scientifiques, des ouvrages et des rapports d'études des bibliothèques physiques et numériques portant de manière générale sur les problématiques d'accompagnement à l'insertion dans le secteur agropastoral. Ces données ont permis de cadrer cette étude et d'alimenter la discussion. Globalement, les enquêtes par questionnaire menées entre 2021 et 2024 auprès des responsables de la mise en œuvre des dispositifs d'une part et des jeunes agropasteurs bénéficiaires d'autre part ont permis d'obtenir les données de sources primaires qui ont servi à formuler des éléments pour notre étude.

d'une part les responsables des structures d'appui à l'insertion professionnelle susceptibles de fournir des informations fiables pour l'analyse des dispositifs. Au total, 61 responsables de structures ont été enquêtés. Les échanges avec les responsables portaient essentiellement sur le fonctionnement, les stratégies d'accompagnement des bénéficiaires, les ressources dédiées à l'accompagnement, les défis et les opportunités. D'autre part, 150 jeunes bénéficiaires de 44 dispositifs d'insertion âgés entre 15 et 40 ans ont été interrogés essentiellement sur leur niveau de satisfaction, leurs perceptions et les difficultés rencontrées. Ils ont été regroupés selon les objectifs visés, en trois principales catégories, comme indiqué dans le Tableau 1.

Echantillonnage

La technique d'échantillonnage s'est appuyée sur la méthode du choix raisonné pour désigner

Tableau 1. Répartition des personnes enquêtées

Type de dispositif	Type de Structure/Individus impliqués	Nombre de structures	Nombre de responsables de structures enquêtés	Nombre de jeunes bénéficiaires enquêtés
Formation-Insertion	Centres de formation rurale	07	13	17
	Projets/programmes	08	8	32
	Institutions d'enseignement et de recherche	02	6	15
Mise en réseau-insertion	Structures spécialisées en accompagnement	05	5	20
	Centres multifonctionnels de promotion des jeunes	04	7	14
	ONG/Associations	05	6	15
	Communautés Territoriales Décentralisées	03	3	8
Appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation	Etablissement de microfinance	02	2	6
	Projets/programmes	02	5	12
	Entreprises	04	4	7
	Elite locale ²	02	2	4
Total		44	61	150

Résultats

Identification et caractérisation des dispositifs existants

La reconstitution des informations collectées auprès de 44 dispositifs d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral, identifiés à l'Ouest Cameroun, a permis de faire ressortir 3 grandes catégories de dispositifs existants : le dispositif de

formation-insertion ; le dispositif de mise en réseau pour l'insertion ; le dispositif d'appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation.

Le dispositif de formation-insertion

Ce dispositif consiste à proposer une démarche globale qui articule les différentes étapes d'un parcours de formation avec les phases d'accueil, de guidance et d'aide à la maturation et à la mise en œuvre d'un projet pour permettre finalement au jeune de subvenir à

² L'élite locale dans le cadre de cette étude était d'une part une personne qui bénéficiait d'une position stratégique dans les instances de prise de décisions (Député) et d'autre part un opérateur économique qui contribuait de manière singulière à l'accompagnement des jeunes.

ses besoins à travers l'activité menée. Pour des raisons de précision, le dispositif présenté dans la Figure 2 est exclusivement issu d'une harmonisation sur la base de l'ensemble des dispositifs de formations agropastorales et rurales des centres de formation, des projets/programmes de développement et dans une certaine mesure les institutions d'enseignement et de recherche.

La Figure 2 indique que le dispositif s'articule principalement autour de quatre phases : l'entrée en formation ; la formation proprement dite ; la phase de validation du projet et la phase d'accompagnement à la mise en œuvre du projet d'insertion du jeune. L'entrée en formation qui est la phase préliminaire d'intégration dans le dispositif est déterminante. En effet, elle permet d'identifier avec plus ou moins de précision les candidats susceptibles de facilement s'imprégner du dispositif et d'en tirer profit.

Pour le cas spécifique des centres de formation rurale, à la fin, le jeune est invité à mettre en place le projet qu'il a préparé durant sa formation, avec parfois quelques ajustements suite aux discussions entre le jeune et le spécialiste de l'insertion. L'analyse auprès de quelques centres de formation des jeunes montre que ces derniers (à 80 % environ) définissent des projets en fonction des spécificités de la zone d'implantation du centre. Dans l'Ouest du Cameroun, les projets des jeunes portent à 66 % sur l'élevage de la volaille (surtout pour le poulet de chair), 25 % sur l'agriculture maraîchère et 9 % portant sur l'élevage porcin. L'examen et la sélection des projets sont du ressort d'une commission de sélection. La dernière composante de cette phase repose sur le financement du projet du jeune. Cette composante est sous la responsabilité d'une commission financière.

Le dispositif de mise en réseau pour l'insertion

Partant des expériences des structures comme le Fond National de l'Emploi (FNE) ou les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ), des ONG ou des Collectivités Territoriales Décentralisées, la reconstitution du dispositif de mise en réseau permet de mettre en exergue un autre aspect du processus d'insertion socioprofessionnelle du jeune dans les activités agropastorales. Il est question ici de la mise en relation des acteurs (jeunes et les autres parties prenantes) et des compétences à des étapes ou à des périodes bien précises du processus, pour assurer une insertion sociale et professionnelle efficace. La Figure 3 présente ce dispositif.

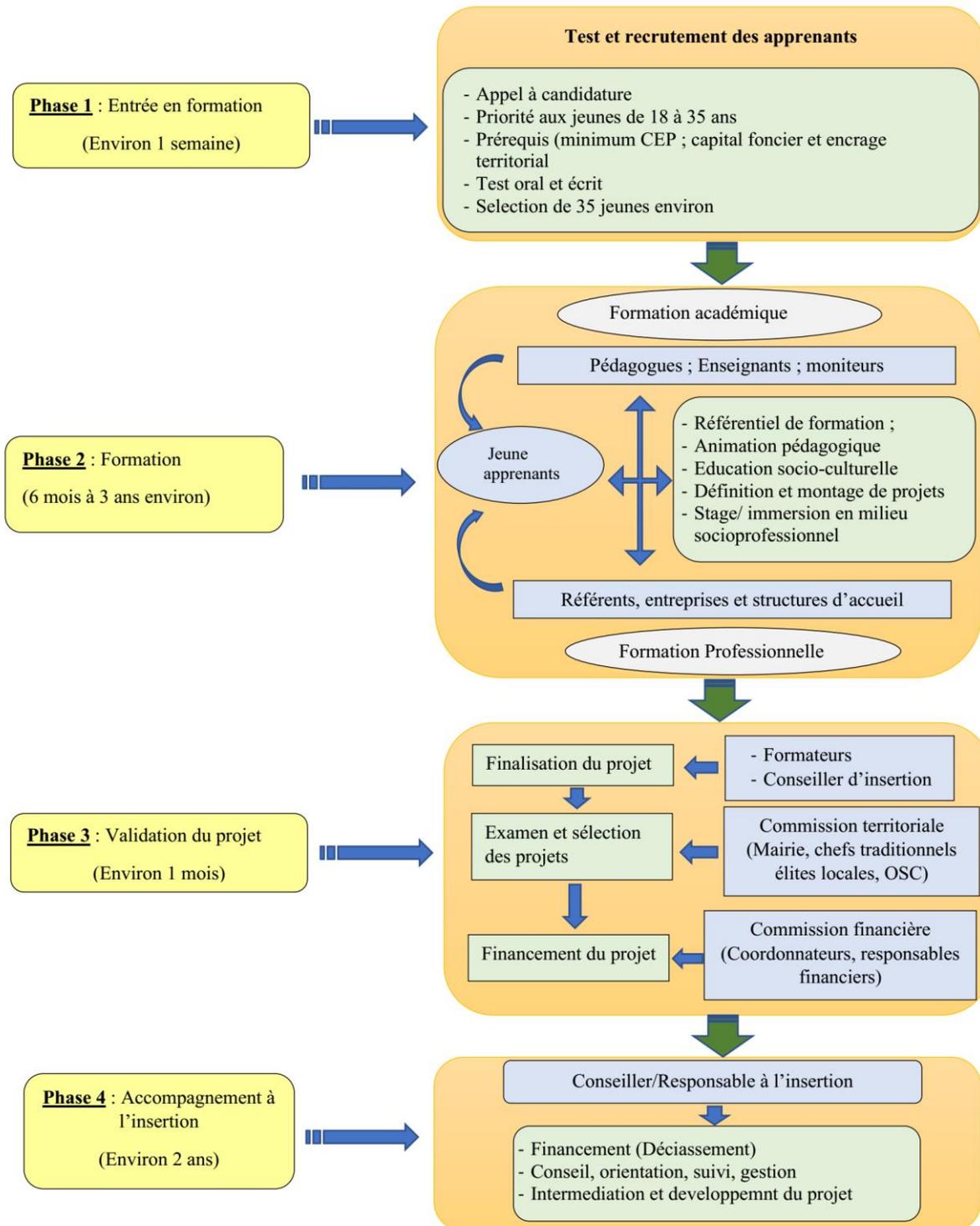


Figure 2. Dispositif de formation-insertion mis en œuvre par les structures de formation

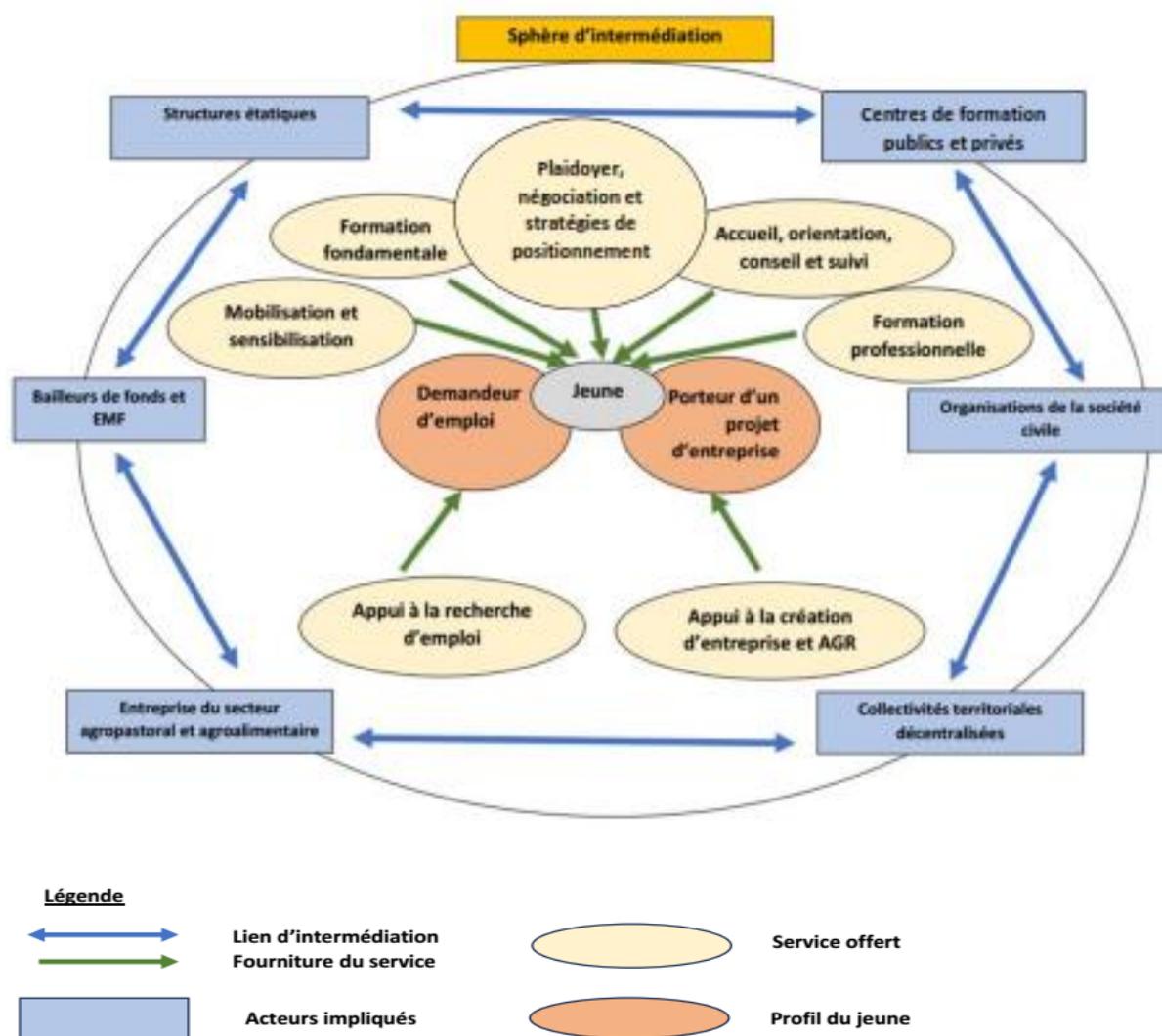


Figure 3. Dispositif de mise en réseau pour l’insertion des jeunes agropasteurs

Le dispositif fonctionne comme une plateforme de mise en relation et de fédération des acteurs de l’insertion. Il s’articule autour de plusieurs composantes : le noyau du dispositif, les services offerts au sein du dispositif et la sphère d’intermédiation.

Le jeune, qu’il soit un potentiel agriculteur ou éleveur, constitue le noyau du dispositif. Il est au centre de tout le mécanisme qui se déclenche par l’entrée en scène de ce dernier à travers le besoin exprimé. L’étude permet de comprendre à travers la figure ci-dessus qu’on peut avoir à faire à deux catégories de jeunes : d’une part un jeune porteur d’un projet et qui a besoin d’être globalement accompagné dans

la maturation et la réalisation de son projet, mais surtout qui a besoin de se constituer un réseau de partenaires d’affaires et financiers pour capter d’éventuels appuis. D’autre part, ce sont des jeunes demandeurs d’emplois en quête d’opportunité qui ont besoin de conseils, de suivi et de facilitation dans l’obtention d’un emploi. L’ensemble du dispositif se met donc en place et s’adapte en fonction de la composition du noyau.

Le dispositif d’appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation

L’analyse des stratégies d’accompagnement des jeunes agriculteurs et éleveurs par les

entreprises, les établissements de microfinance et les initiatives individuelles des élites locales a permis de mettre en exergue un dispositif d'appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation qui se propose d'appuyer l'insertion socioprofessionnelle dans le secteur agropastoral. La contractualisation des activités agropastorales entre les promoteurs

et les jeunes bénéficiaires apporte une valeur ajoutée à la motivation et à la décision d'investissement dans les activités. C'est une approche susceptible de stimuler l'intérêt et la valorisation du métier. La Figure 4 ci-dessous présente ce dispositif.

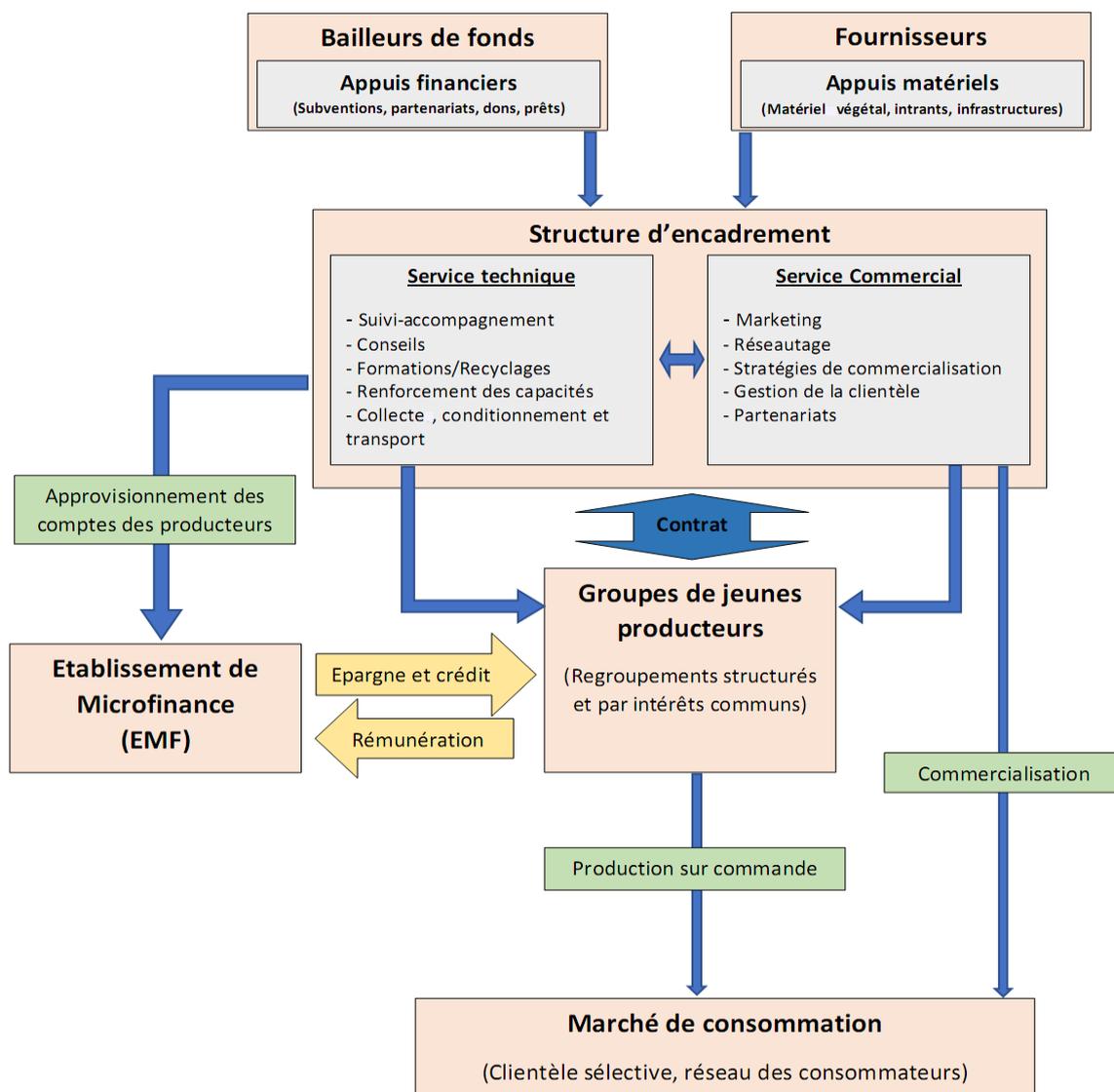


Figure 4. Le dispositif d'appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation

La structure d'encadrement est au cœur du dispositif, c'est la seule composante qui a un lien avec toutes les autres. Elle est liée aux producteurs bénéficiaires par un contrat qui peut varier selon les contextes (formels,

informels³). Le service commercial est chargé d'assurer que les produits récoltés sont effectivement vendus, à travers des actions de marketing, de réseautage, de recherche de partenariats, de gestion commerciale et de la clientèle. Les groupes de producteurs sont la principale cible du dispositif, c'est autour de cette composante que se met en place le dispositif. Ce sont prioritairement des jeunes agriculteurs ou éleveurs qui se sont mis ensemble pour des intérêts communs. Les bailleurs et les fournisseurs sont très souvent des partenaires de la structure d'encadrement et la nature du partenariat peut être sous forme de dons, subventions ou prêts. En fonction de l'importance qu'ils représentent au sein du dispositif, ces derniers peuvent influencer les modes de production et de commercialisation, mais aussi ils peuvent influencer la sélection des espèces à produire. Les Etablissements de Microfinance (EMF) jouent un rôle déterminant dans le dispositif.

Ces EMF sont la composante qui assure la gestion financière du dispositif tout entier. Elles sont en charge de rémunérer les producteurs sous forme de salaire une fois que le service commercial approvisionne les comptes des recettes issues de la vente des produits collectés auprès des producteurs. Ces EMF permettent relativement de résoudre le problème de l'accès au financement en offrant

des possibilités de crédit, même si c'est parfois à des taux prohibitifs. Le marché de consommation est le point de chute, l'aboutissement des activités du dispositif. Ici ce sont des consommateurs préalablement identifiés qui ont soit préfinancés la production, soit ce sont des clients fidélisés et aux exigences bien définies. Une collaboration forte entre les consommateurs, la structure et les producteurs permet d'équilibrer les flux d'approvisionnement et de ravitaillement. Dans ce dispositif, la production est largement influencée par la demande.

Analyse évaluative des dispositifs d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral

Diversité de l'offre de services des dispositifs et duplicatas auprès des bénéficiaires

L'étude des dispositifs a permis d'identifier une diversité des services offerts aux jeunes dans le secteur agropastoral. Ces services ont été regroupés en services tangibles (appuis financiers, appuis matériels) et intangibles (conseil, monitoring, formation et réseautage). Le Tableau 2 présente leur répartition en fonction des types de dispositifs.

³ Les contrats formels sont ceux signés entre les parties et ceux informels sont essentiellement des contrats verbaux.

Tableau 2. Répartition des services offerts par les dispositifs

Dispositifs	Structures	Types d'appuis offerts					
		Appuis tangibles			Appuis intangibles		
		Financiers	Matériels	Conseil	Monitoring	Formation	Réseau tage
Formation-Insertion	Centres de formation rurales	X		X	X	X	
	Projets/programmes	X	X		X	X	
	Institutions d'enseignement et de recherche			X		X	X
Mise en réseau-insertion	Structures d'accompagnement	X	X	X	X	X	X
	Centres multifonctionnels de promotion des jeunes		X	X	X	X	
	ONG/Associations	X	X	X	X		
	CTD	X	X				
Appui à la mise sur le marché/commercialisation	Etablissement de microfinance	X					
	Projets/programmes	X	X	X	X	X	
	Entreprises	X	X		X		X
	Elite locale	X	X				X

Le Tableau ci-dessus montre que l'essentiel des services fournis reste ceux tangibles qui sont offerts par presque l'ensemble des catégories soit 9/11 pour les appuis financiers et 8/11 pour les appuis matériels. Le monitoring comme appui intangible constitue le plus significatif. La concentration sur les appuis tangibles a pour conséquence des duplications observées auprès des bénéficiaires où on retrouve des jeunes qui bénéficient d'un même service à travers des dispositifs différents, avec parfois d'autres besoins qui restent non couverts. Ceci entraîne également un gaspillage de ressources ou une mauvaise affectation des ressources dédiées à

l'accompagnement. L'absence de coordination ou de collaboration entre les différents dispositifs est à l'origine de la situation.

Disparités des conditions d'accès aux dispositifs et hétérogénéité des profils des bénéficiaires

L'entrée d'un jeune au sein d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle dans la région de l'Ouest Cameroun repose sur plusieurs conditions qui varient selon le type de dispositif et la finalité. Le Tableau 3 récapitule ces conditions à travers les différents dispositifs.

Tableau 3. Conditions d'accès aux dispositifs d'accompagnement

Type de dispositif	Structure concernées	Conditions d'adhésions					Autres conditions
		Age	Niveau Scolaire	Occupation	Apport personnel		
Formation-Insertion	Centres de formation rurales	Tout âge	Niveau primaire	Post	Aucune exigence	Obligatoire	
	Projets/programmes	15-35 ans	Niveau primaire	Post	Aucune exigence	Obligatoire	
	Institutions d'enseignement et de recherche	Tout âge	Niveau supérieur (au moins le BAC)		Sans occupation	Aucune exigence	Engagement sur la disponibilité
Mise en réseau-insertion	Structures d'accompagnement	15-40 ans	Au moins Niveau du secondaire avec diplôme (BEPC)		Être en activité dans un secteur cible	Obligatoire	
	Centres multifonctionnels de promotion des jeunes	15-35 ans	Aucune exigence		Aucune exigence	Aucune exigence	
	ONG/Associations	15-40 ans	Aucune exigence		Être en activité dans un secteur cible	Aucune exigence	
	CTD	Tout âge	Aucune exigence		Aucune exigence	Aucune exigence	
Appui à la mise sur le marché/commercialisation	Etablissement de microfinance	Tout âge	Aucune exigence		Être en activité dans un secteur cible	Obligatoire	Garanties
	Projets/programmes	15-35 ans	Niveau primaire	Post	Aucune exigence	Obligatoire	
	Entreprises	Tout âge	Aucune exigence		Être en activité dans un secteur cible	Obligatoire	
	Elite locale	A partir de 18 ans	Aucune exigence		Être en activité dans un secteur cible	Obligatoire	

La diversité des conditions d'entrée au sein d'un dispositif ou entre les dispositifs a pour conséquence la présence de bénéficiaires aux profils variés. Très souvent les programmes d'accompagnement ne prennent pas en compte ces différences. Une hétérogénéité trop grande au sein d'un dispositif complique la personnalisation ou l'harmonisation de l'accompagnement, ce qui conduit à des solutions génériques souvent inefficaces. Entre les bénéficiaires, il y a un risque de marginalisation et de génération de tensions sociales qui sont souvent à l'origine des décrochages observés.

Masculinisation du profil des responsables et risque de doublons dans les fonctions et les responsabilités

Les personnes en charge de la mise en œuvre des dispositifs ont des profils variés. Leur présence est fonction des contextes de mise en œuvre des dispositifs, des objectifs poursuivis et des cibles. Dans le cas de la région de l'Ouest Cameroun, ces personnes relèvent comme l'indique le Tableau 4 de secteur agropastoral, du travail, de l'emploi et du social.

Tableau 4. Profil socio-professionnel des responsables des dispositifs

Catégories	Projets/ programmes	Centres et établissements de formation	Structures d'accompa- gnement	ONG/ Association	Elite Locale	Entreprise
Genre						
Masculin	12	16	5	7	2	5
Féminin	1	10	0	2	0	1
Profil professionnel						
Ingénieur Agronome	X	X	X	X	X	X
Technicien Agricole	X	X	X	X		X
Conseiller d'orientation	X	X	X			
Administrateur de travail	X		X			
Conseiller de jeunesse animation	X	X	X			
Moniteur pédagogue	X	X				
Conseiller insertion	X	X				
Responsable d'Insertion de la zone	X	X				
Conseiller Emploi			X			
Facilitateur	X		X	X		

La faible proportion des femmes (soit 22.9 %) dans la mise en œuvre et le fonctionnement des dispositifs d'appui à l'insertion traduit la faible considération de l'approche genre dans les processus de recrutement. La problématique de l'inclusion sociale est parfois remise en question dans les parcours d'insertion. Elle peut traduire une certaine inégalité dans l'attributions des responsabilités d'une part mais aussi dans l'accès aux ressources favorables à l'insertion. Dans certains contextes socio culturels, les jeunes femmes rencontrent davantage d'obstacles que les jeunes hommes. Certaines catégories

comme les Centres de promotion de la femme et de la famille tentent d'y remédier en mettent l'accent sur l'accompagnement socioprofessionnel et psychosocial de la jeune fille par un professionnel du même sexe.

Sur le plan professionnel, l'on note une concentration remarquable des effectifs autour des postes clés notamment celui d'Ingénieur Agronome, de Technicien Agricole et de Conseiller d'Orientation et/ou d'Animation. Ceci s'explique par le fait que spécifiquement dans la région de l'Ouest Cameroun, la problématique de l'accompagnement socioprofessionnel des

jeunes dans le secteur agropastoral relève de trois principaux ministères : Ministère de l’Agriculture et de Développement Rural (MINADER) ; Ministère de l’Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) ; Ministère de la Jeunesse et de l’Education Civique (MINJEC).

La concentration des effectifs autour de ces trois instances explique en partie les duplications observées dans les fonctions et les responsabilités au sein des dispositifs. Ce sont quasiment les mêmes personnes présentes dans les services déconcentrés de ces ministères qui se retrouvent en charge de la mise en œuvre des dispositifs, ce qui entraîne parfois des doublons, des chevauchements et un risque d’incohérence dans les fonctions. Les échanges avec les acteurs concernés ont montré que même si la recherche de l’expérience et de l’efficacité sont les raisons parfois mises en avant pour masquer la réalité

de la recherche des sources de revenus alternatives, il n’en demeure pas moins que ces personnes déjà en poste ailleurs pourraient être inefficaces pour la durabilité des dispositifs. L’absence de psychologues et sociologues traduit l’absence de l’accompagnement psychosocial qui est pourtant un élément déterminant du processus d’insertion socioprofessionnelle.

Faible taux d’insertion des jeunes comme indicateur de l’inefficacité des dispositifs d’appui à l’insertion socioprofessionnelle

Considérant l’insertion socioprofessionnelle comme un processus qui s’inscrit dans la durée, cette étude s’est appuyée sur des cas précis de 11 centres appartenant à deux dispositifs distincts pour apprécier le taux d’insertion de 31 jeunes ayant bénéficié des dispositifs entre 2021 et 2024 (Tableau 5).

Tableau 5. Taux d’insertion des jeunes bénéficiaires des dispositifs

Dispositif	Catégorie de Structure concernée	de	Effectif de structures	Effectif à l’entrée du processus	Abandon pendant la formation	Abandon après la formation	Démarrage de l’activité après la formation	Durée de 2 ans dans l’activité
Formation-Insertion	Centres de formation rurale		07	17	4	0	13	3
Mise en réseau-insertion	Centres multifonctionnels de promotion des jeunes		04	14	6	3	5	0
Total			11	31	10	3	18	3

Sur la base de la définition de l’insertion socioprofessionnelle tel que considéré par cette étude, le taux d’insertion des jeunes issus des dispositifs demeure très faible, soit 9 %. Pourtant 58% démarrent effectivement leur activité à la sortie du dispositif. Il peut s’agir de l’occupation d’un premier emploi ou le démarrage d’une entreprise. La majorité des acteurs impliqués dans le processus d’insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur

agropastoral se limite à cette phase que l’on peut qualifier d’installation, pour justifier une insertion effective. C’est d’ailleurs l’une des raisons de la fragilité des dispositifs mis en œuvre jusqu’ici. Cette phase qui commence par le démarrage de l’activité peut même aller jusqu’à l’obtention des premiers résultats, mais ne peut en aucun cas être assimilée à une insertion complète qui se situe davantage dans la durée.

Autres entraves au fonctionnement des dispositifs

L'accès à un dispositif n'est pas une garantie de réussite à l'insertion dans un métier du secteur agropastoral. Il faut encore que le jeune soit suivi dans les règles et qu'un accompagnement

de proximité soit fourni durant sa trajectoire d'insertion socioprofessionnelle. D'autres contraintes soulevées par les responsables et les jeunes bénéficiaires du dispositif de formation-insertion sont présentées dans la Figure 5 ci-dessous.

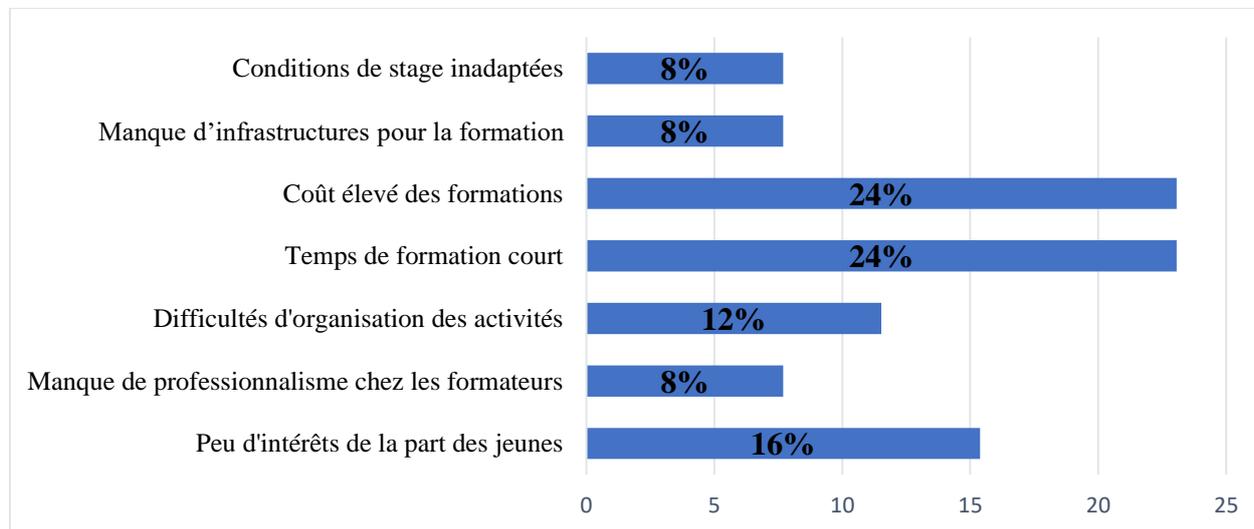


Figure 5. Difficultés liées au bon fonctionnement des dispositifs

Globalement, il s'avère que le coût élevé des formations offertes dans l'ensemble, surtout pour les centres de formation privés et le temps de formation lui-même très court (en moyenne 6 mois) ne permettent pas au jeune d'assimiler suffisamment les connaissances sont les deux principales contraintes (23,07 % chacun) à l'efficacité de la formation agropastorale. Dans la plupart des cas, l'objectif est d'avoir à la sortie des jeunes « opérationnels », c'est-à-dire prêts à occuper un emploi ou à créer une entreprise agropastorale.

Mais le temps d'assimilation des connaissances qu'elles soient pratiques ou théoriques, susceptibles de développer les habiletés s'avèrent insuffisants. Le manque d'intérêt accordé par ses jeunes (15%) s'explique principalement par un manque de communication et de la faible sensibilisation. La faible planification des activités dans les centres (1%), le manque d'infrastructure et

surtout de professionnalisme chez les formateurs peuvent parfois impacter négativement le processus d'insertion par la formation. Les conditions inadaptées de stage (7,7%) voilent une réalité bien saisissante, celle pour le cas du programme AFOP, du séjour des apprenants chez le référent qui a parfois été à la source des disputes conjugales. La réticence de plus en plus observée chez une référente à prendre une jeune apprenante chez elle ou d'un référent à prendre un jeune apprenant limite considérablement les possibilités de conduite efficace de la formation et ainsi de l'insertion dans l'activité agropastorale.

Discussion

Partant du constat que les dispositifs mis en œuvre jusqu'ici pour accompagner les jeunes dans le secteur agropastoral dans la région de l'Ouest Cameroun sont peu performants,

soulève la nécessité de penser à une reconfiguration afin qu'ils s'inscrivent dans la durée et prennent en compte toutes les échelles d'intervention (micro et macro) (Parquet et Le Coq, 2017).

Vers une réforme des dispositifs d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral

L'étude a permis de regrouper l'ensemble des dispositifs identifiés en trois principales catégories, notamment : formation-insertion, mise en réseau et appui à la mise sur le marché. Même si cette grande diversité des dispositifs est une cause de leur fragilité, cela reflète aussi à la base une volonté de répondre aux besoins diversifiés des jeunes qui souhaitent s'investir durablement dans le secteur agropastoral.

Ces besoins sont essentiellement sociaux et économiques, notamment : l'autonomie financière, l'accroissement des revenus et l'amélioration des conditions d'existence. Les conséquences de cette diversité sont les duplications dans l'offre de services et surtout une concentration excessive sur les appuis financiers et matériels (77%), comme le soulignent d'ailleurs Fongang et al. (2015).

Bien que ces appuis soient essentiels, ils sont parfois jugés insuffisants pour assurer une insertion proprement dite. Au-delà des besoins matériels, il est important pour une insertion réussie de développer dans les dispositifs la composante psychosociale. Elle prend en compte les motivations, la résilience face aux défis et les rapports sociaux que le jeune entretient dans son environnement d'insertion et qui influencent significativement son parcours d'insertion. Danhoegbe et al. (2023) dans ce sens recommandent de mettre l'accent sur des variables telles que l'appartenance à des réseaux professionnels, la motivation des sortants au moment de la formation, le capital

social et relationnel qui sont susceptibles d'impulser son insertion professionnelle.

Wampfler et Bergès (2017) ont également montré que d'autres dimensions, telles que la formation technique, l'encadrement entrepreneurial et l'accès aux marchés, sont souvent négligées, ce qui limite l'efficacité des dispositifs. La garantie d'un tel dispositif réside dans la mise en œuvre d'un travail collaboratif entre tous les acteurs sociaux, économiques, politiques et culturels concernés en ouvrant la voie au partenariat financier, au soutien pédagogique, à un apport de formation et au soutien technique.

Pour une pérennisation des stratégies et processus d'insertion socioprofessionnelle

L'incompréhension ou alors la difficulté de cerner la notion d'insertion comme le souligne Vultur (2003) par les acteurs concernés constitue un obstacle majeur à la mise en place d'une stratégie d'insertion efficace. Cependant, avec Mansuy et al. (2001), l'on est d'avis que l'insertion ne se limite pas à l'accès à un emploi ou au démarrage d'une activité agricole, mais englobe également des dimensions sociales, économiques et culturelles. Une définition claire et partagée de l'insertion est donc essentielle pour évoluer vers l'efficacité des dispositifs et adapter les stratégies d'accompagnement.

Dans les dispositifs de formation-insertion, les conditions d'admission des apprenants dans les unités de formation, le niveau d'étude exigé pour l'entrée, la gestion du temps et la planification des activités pédagogiques et de production, l'expertise des enseignants et formateurs, la réputation du centre de formation au moment de la formation et le nombre d'année d'expérience dans la formation avant l'arrivée de l'apprenant dans l'unité de formation sont des éléments qui

facilitent l'insertion professionnelle (Danhoegbe et al., 2023).

A la différence des autres solutions souvent proposées, le mécanisme d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux est innovant dès lors que le jeune, au centre du dispositif, bénéficie de l'assistance du projet depuis l'étape d'identification jusqu'à l'accompagnement post financement de son projet pendant un cycle (Coulibaly, 2021).

Pour Babacar Samb (2017), la pérennisation d'une installation (insertion) repose sur l'ajout d'une nouvelle composante aux dispositifs qui jusqu'ici ne prennent qu'en compte les phases de pré-installations et d'installations, il s'agit d'une phase de post-installation. Fournier et al. (2002) misent sur l'analyse des trajectoires d'insertion socioprofessionnelle des jeunes agropasteurs qui permettra une meilleure compréhension de leur période de vie charnière, de saisir les situations intermédiaires qui jalonnent les premières expériences professionnelles et les significations qu'elles prennent actuellement auprès des jeunes. Fongang et al., (2015) recommandent un suivi ponctuel et la mise en place d'une plateforme locale de fédération des savoirs pour assurer l'effectivité de l'insertion des jeunes.

Conclusion

Le diagnostic des dispositifs d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral de la région de l'Ouest Cameroun est parti de l'idée selon laquelle le processus d'insertion ne saurait être linéaire, mais plutôt il est évolutif et susceptible de modifications. La réalité dans la zone d'étude est une diversité de dispositifs, souvent peu coordonnés et aux résultats mitigés dans la région.

L'étude a permis la description des différents types de dispositifs identifiés en mettant en exergue 3 principales catégories : le dispositif de formation-insertion porté par les centres de formation, le dispositif de mise en réseau porté par les ONG et structure et agences d'emplois et le dispositif de d'appui à la mise sur le marché ou à la commercialisation dans le secteur agricole porté par les entreprises relevant du secteur privé essentiellement. L'analyse évaluative a également révélé une offre de services concentrée sur les appuis financiers et matériels, au détriment d'un accompagnement plus personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires. La forte présence dans les dispositifs du personnel relevant, à la fois des ministères de tutelle, souvent avec des mandats peu clairs, a engendré des doublons et dans une certaine mesure une charge de travail trop grande qui limite leur efficacité.

De plus, le faible taux d'insertion et la difficile appréhension de la notion d'insertion par certains acteurs soulignent la nécessité d'une meilleure articulation des dispositifs et d'une clarification des objectifs. Les disparités observées en termes des conditions d'accès aux dispositifs, avec pour conséquence la diversité des profils des bénéficiaires, ce qui complexifie davantage la mise en œuvre d'un accompagnement de qualité. Il apparaît donc nécessaire d'opérer une réforme partant de la conception à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement pour favoriser une insertion durable des jeunes dans le secteur agropastoral.

Les résultats de cette étude sur les dispositifs d'accompagnement à l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral de la région de l'Ouest Cameroun ont permis de se rendre compte que l'accompagnement doit être adapté aux besoins spécifiques du jeune, en tenant compte de son profil, de ses aspirations et de son projet professionnel. Le

développement de partenariats solides entre les acteurs publics, privés et la société civile est essentiel pour favoriser l'insertion des jeunes. Une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués est également essentielle pour rendre les dispositifs plus efficaces. Elle permet d'éviter les doublons et une trop grande concentration des responsabilités.

Même s'il est vrai que les dispositifs permettent d'acquérir des connaissances techniques mais aussi d'ouvrir l'esprit, d'acquérir de la reconnaissance sociale et de faire face aux évolutions du métier d'agriculteur ou d'éleveur. Il demeure important pour les jeunes qu'en plus de leur formation, ils doivent trouver des stratégies pour faire face au manque de terre, de capital, de garantie, d'infrastructures qui sont des obstacles fréquents. Cette étude est donc une contribution à une meilleure compréhension des enjeux de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en milieu rural camerounais et fournit des pistes d'amélioration pour les politiques publiques et les acteurs de mise en œuvre. Il serait intéressant de mener des études complémentaires pour évaluer l'impact à long terme des dispositifs d'accompagnement et identifier les facteurs clés de succès de l'insertion des jeunes dans le secteur agropastoral, notamment en faisant du *benchmark*.

Références

- Babacar Samb EH, 2017. [Les dispositifs publics et parapublics d'appui à l'installation des jeunes en agriculture familiale au Québec](#). Rapport d'étude, programme de bourse pour les leaders africains de demain, 53p.
- Balzani B, Béraud M, Boulayoune A, Divay S, Eydoux A, Gouzien A., 2008. [L'accompagnement vers l'emploi. Acteurs, pratiques, dynamiques](#). Rapport pour la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche et des Etudes Statistique). Paris ; 274p.
- Barlet S, D'Aiglepierre R, 2016. [Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique](#). *Études de l'AFD*, 14 ; 134 p.
- Bernard PY, 2018. [L'accompagnement des jeunes en situation de décrochage scolaire : inégalités et non-recours](#) ». *Revue Formation emploi* 143.
- Besson I, 2012. *Enjeux, défis et actualité de la formation agricole et rurale en Afrique francophone : quelques pistes de réflexion et de travail*. Document de travail pour le Réseau international FAR, Triennale de l'éducation et formation en Afrique (Ouagadougou, Burkina Faso, 12-17 février 2012), 86p.
- Coulibaly M, 2021. [Mécanisme d'insertion et d'appui à l'Entreprenariat des jeunes ruraux dans les filières agricoles, Mali](#). *Knowledge Management for Development Journal* 16(1): 99-104.
- Danhoegbe E, Abodohou A, Nouatin GS, 2023. [Déterminants socioéconomiques de l'insertion professionnelle des jeunes sortants des unités de formations agricoles au Sud du Bénin](#). *Moroccan Journal of Entrepreneurship, Innovation and Management* 8(1 et 2).
- Erceau J, Bunge F, Goldstein G, Patat C, 2013. [L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives](#). Synthèse des Journées d'études IRAM, Paris, 27 juin 2013. 44p.
- FAO, CTA, IFAD. 2014. [Les jeunes et l'agriculture : principaux enjeux et solutions concrètes](#). Rome, FAO, 129p.
- Faysse N, Kadiri Z, Bouzidi Z, Amichi H, & Phiboon K, 2020. [L'installation des jeunes en agriculture irriguée au Maghreb et en Thaïlande : des trajectoires diversifiées qui rencontrent ponctuellement les politiques publiques](#). *Notes thématiques* 1, UMR G-Eau.

Faysse N, Bouzidi Z, Zadiri Z, Abdellaoui E, Chattou Z, 2015. [Les jeunes ruraux aujourd'hui. Edito de hors-série.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes ruraux, 4-12.

Fongang Fouepe GH, Folefack DP, Nguedia S, Napi Wouapi HA, 2015. [Contribution à l'analyse des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agropastoral au Cameroun : le cas du département de la Menoua.](#) *International Journal of Innovation and Scientific Research* 16(1): 55-69.

Fournier G, Pelletier R, Beaucher C, 2002. [Types et trajectoires d'insertion socioprofessionnelle de jeunes diplômés : Caractéristiques et profil sociodémographique.](#) *The Canadian Journal of Higher Education* XXXII(3): 49-48.

INS (Institut National de la Statistique) (2016). *Chapitre 4 : caractéristiques de la population.* Annuaire Statistique du Cameroun, édition 2016. 10p.

Losch B, Freghin-Gresh S, White E, 2012. [Structural transformation and Rural Change Revisited, Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World.](#) Washington DC, AFD/World Bank.

Mansuy M, Coupié T, Fetsi A, Scatoli, C, Mooney, P, Van den Brande G, 2001. [Transition entre le système éducatif et la vie active. Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'Union européenne.](#) Office des publications officielles et des Communautés européennes, Luxembourg.

Ngoufo R, 2014. *Rapport final de l'Avant-projet de développement participatif, conservation et restauration des massifs forestiers dégradés de la Région des Monts Bamboutos à l'Ouest-Cameroun.* 45p.

Paisley C, 2012. [Skill gaps in formal higher agricultural education: a youth perspective.](#) Background paper for the Future Agricultures Conference on Young People, Farming and

Food: The Future of the Agrifood Sector in Africa. CTA

Parquet M, Le Coq JF, 2017. [Installation des jeunes agriculteurs et pluriactivité au Costa Rica.](#) *Cahiers Agricultures* 26 : 15004.

Patat C, Doligez F, Golstein G, 2018. [Étude de capitalisation sur les dispositifs d'insertion et d'installation agricole des jeunes en milieu rural en Afrique.](#) IRAM, Réseau FAR, 110p.

Sosale S, Majgaard, K, 2016. [Fostering Skills in Cameroon: Inclusive Workforce Development, Competitiveness, and Growth.](#) World Bank, Washington DC.

Takamgang MF, Lhoste F, 2022. [Investir dans la formation professionnelle des jeunes - Programme de formation professionnelle des secteurs agropastoral et halieutique du Cameroun.](#) Centre d'Investissement de la FAO. *Présentation d'investissements nationaux* n 11. Rome, FAO.

Vultur M, 2003. [L'insertion sociale et professionnelle des jeunes « désengagés » : Analyse du programme d'intervention de La Réplique.](#) Observatoire Jeunes et Société, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Sociét. 132p.

Wamba J, Kadjo D, 2021. [Rapport final de l'étude « Est-ce que les programmes agricoles jeunes contribuent à réduire la pauvreté : le cas du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes \(PEA-Jeunes\) au Cameroun ».](#) Rapport CGIAR.

Wampfler B, Bergès L, 2017. [Comprendre le processus d'installation des jeunes en agriculture pour mieux l'accompagner : grille d'analyse et premiers résultats.](#) AFD, *Note technique* n 27.